# ORANGE

# Arbitrage Tapie-Crédit Lyonnais : L'État doit prendre ses responsabilités pour un nouveau cap.

**Communiqué de presse**
**24/11/2021**

Plus de 10 ans après le procès Christine Lagarde et le début des procédures « Tapie », sur appel du parquet, Stéphane Richard a été condamné par la Cour d'Appel de Paris à un an de prison avec sursis et 50 000 euros d'amende pour complicité de détournement de fonds public. Stéphane Richard a fait connaître sa décision de se pourvoir en cassation.

Sud-PTT, dès le début, avait demandé que le PDG se retire de la Direction d'Orange pour se consacrer à sa défense afin de ne pas exposer l'entreprise par sa situation. Sans compter que l'image de marque est gravement entachée !

Une nouvelle fois un jugement pose la question des mélanges/compromissions entre le privé et l'État.

Dans une période où la Covid et le confinement ont démontré toute l'importance des Télécommunications, il est temps que ce mauvais épisode permette le basculement vers un projet d'entreprise social et humain au service de la population.

Il faut en finir avec les milliards de dividendes qui depuis 20 ans finissent dans les poches d'actionnaires au détriment de l'emploi, la recherche et l'innovation.

Orange a besoin d'un nouveau souffle, d'un projet d'entreprise centré sur les besoins de connectivité haut débit en tout point du territoire, à un prix abordable, d'un effort sans précédent de recherche, d'innovation et d'investissement dans les réseaux qui intègrent le souci de la sobriété numérique, et des nécessaires recrutements.

Pour Sud-PTT, il est urgent que l'État, actionnaire de référence, intervienne pour mettre un terme à la présidence d'un patron pénalement condamné à la tête d'une entreprise majeure pour l'avenir des Télécommunications. Stéphane Richard doit dès maintenant démissionner de ses fonctions de PDG du Groupe Orange.

Notre administrateur interviendra dans ce sens au Conseil d'Administration.

Alors que le renouvellement des administrateurs-trices représentant les salarié-es au Conseil d'Administration d'Orange se termine vendredi 26 novembre, Sud-PTT appelle à voter pour la seule organisation qui depuis le début demande une autre gouvernance pour un projet qui porte les communications comme biens communs.

**FÉDÉRATION DES ACTIVITÉS POSTALES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**
www.sudptt.org
25-27 rue des Envierges 75020 Paris
**sudptt@sudptt.fr** 01 44 62 12 00